

COMBINAZIONE POLITIQUE AU SÉNÉGAL

La Fausse campagne

● Aux faux programmes des politiques, au bon choix des électeurs !



Vives tensions à l'Aidb

Dans notre dernière édition, nous vous parlions des dures conditions de travail des agents de 2As et du comportement peu orthodoxe du Dg turc de cette structure dédiée à l'assistance au sol à l'Aidb. Si nous reparlons de l'aéroport de Diass, c'est que

la tension y est montée d'un cran, ce vendredi. Selon des sources de Kritik, les syndicalistes ont failli en venir au main avec le Dg de l'AS, Xavier Mary, suite à une vive altercation. Au point que la Section recherches (Sr) de la gendarmerie nationale s'y est rendue

pour faire des auditions. Et, rapportent nos interlocuteurs, n'eût été le fait les plates excuses qu'ils ont présentées, ces agents auraient dû tous être embarqués. Quoi qu'il en soit, force est de constater que les étrangers font la pluie et le beau temps à l'Aidb...

rôle très important dans le cadre du transport fluviomaritime », a-t-il notamment déclaré à un panel organisé dans le cadre d'une journée dédiée aux chargeurs à la Foire internationale de Kaolack (FIKA). « Il y a quelques jours le président de la République est venu lancer les travaux de rénovation du port de Kaolack et d'autres infrastructures vont suivre pour sa modernisation », a-t-il assuré. « Kaolack va retrouver son lustre d'antan car les travaux de rénovation entamés ne concernent pas seulement vont au-delà du dragage. Ils sont de taille », a-t-il fait valoir.

...Kaolack

Omar Guèye annonce notamment d'autres infrastructures pour la modernisation du port qui sera également une opportunité pour le Mali. Il a félicité les acteurs économiques de la ville de Kaolack et les autorités administratives qui ont toujours fait le plaidoyer qui a finalement poussé le président de la République à décidé de rénover ce port. Le ministre a aussi salué les acteurs de la pêche soulignant que Kaolack occupe une bonne place dans ce domaine avec 26000 tonnes de poissons débarquées annuellement pour une valeur marchande de six milliards.

Campagne ?

Un volet important de la campagne électorale risque de connaître des ratées. A savoir la couverture médiatique. Selon des sources de Kritik, l'Etat n'a pas jusqu'à, hier, remis aux médias publics que sont la Rts, Le Soleil et l'Aps, les moyens devant servir à la couverture de la campagne électorale. Conséquence ? Les Dg de ces structures ont dû rogné sur leurs fonds propres pour déployer leurs agents sur le terrain à moins de 24 heures de l'ouverture de la campagne électorale. Certes, il est difficile pour les structures publiques de sortir de l'argent au mois de janvier mais, cela n'excuse en rien l'Etat qui savait depuis 2012 que l'élection présidentielle allait se tenir en février 2019. Et plutôt même si le Président Macky Sall avait respecté son engagement de faire un mandat de cinq au lieu de sept ans.

Campagne (bis)

A travers un communiqué, l'Association islamique pour servir le soufisme (AIS) appelle les candidats à l'élection présidentielle du 24 février au respect des valeurs de démocratie, de tolérance et de paix et à aller vers une concurrence saine, respectueuse et responsable. Par la voix de son président Serigne Mame Cheikh Mbacké, l'AIS invite « les commissions nationales responsables des élections à faire preuve de suffisamment d'honnêteté, d'intégrité, de responsabilité et de transparence dans l'organisation de l'élection ». « Nous appelons de même les professionnels des médias à faire preuve d'objectivité, d'honnêteté, d'impartialité (...) pour ainsi éviter la propagande électorale et les partis pris », conclut-il.

Port de...

Le port de Kaolack, dont les travaux de rénovation ont été récemment lancés par le chef de l'Etat, va, à terme, jouer un

rôle important dans le transport fluviomaritime du pays et de la sous-région, a soutenu vendredi, Omar Guèye, ministre de la Pêche et de l'Economie maritime, selon l'Aps. « Le port de Kaolack va jouer un



SOUS FONDS

Le FONGIP a mis en place des SOUS-FONDS dédiés pour prendre en charge les besoins spécifiques de chaque cible mais aussi pour développer les filières porteuses de l'économie sénégalaise. Il s'agit entre autres :

- o FOGAVILLE (Fonds de Garantie des collectivités locales)
- o FOGALOG (Fonds De Garantie pour l'Accès au Logement)
- o FOGARIN (Fonds De Garantie pour l'industrie)
- o FOGAMAC (Fonds de Garantie pour le Matériel Agricole et la Commercialisation)
- o FOGART (Fonds de Garantie pour l'artisanat)
- o FONBONI (Fonds de Garantie pour la Bonification)
- o FOGADEV (Fonds de garantie pour le Développement des PME)

RESULTATS

Le FONGIP intervient sur toute l'étendue du territoire national à travers un dispositif décentralisé composé de 4 agences territoriales que sont : réseau ouest-littoral, réseau centre, réseau nord et réseau sud.

Après quatre années d'activités effectives (2014-2018), les résultats du FONGIP sont assez satisfaisants et peuvent se résumer ainsi:

Produits de financement (2014-2018)	Total financement (2014-2018)
Financements bancaires	36,5 Milliards de F
Financement du secteur de la microfinance	11,74 Milliards de F
Coût global des projets	48,24 Milliards de F
Création et consolidation d'emplois	39 899 emplois
Appui à la création et au développement des PME	1497 GIE de jeunes et de femmes

Immeuble Atryum center 1er étage, km8, route de Ouakam /Dakar-Sénégal

www.fongip.sn | courrier.fongip@fongip.sn | FONGIP

YouTube: FONGIP TV | 33 859 19 19



Publications : Société Nettali
Sicap Mermoz Vdn - Lot N° 36
Tél : 76 877 98 98
Email : kritikhebdo.com

Directeur de Publication
Pape Sarr

Impression : AFRICA PRINT

Distribution : Nettali

COMBINAISON POLITIQUE AU SÉNÉGAL

La Fausse campagne

Au moment où les sénégalais croient détenir les clés du changement, le jeu des alliances, maquillé dans une posture citoyenne, loin des intérêts du pays, commence à livrer ses secrets. Alliances contre nature, liaisons douteuses, accouplements mortelles. Le parrain, dindon de la farce...

Les non présidentiables vendent le choix des parrains. A vingt-quatre heures du début de la campagne électorale pour la présidentielle du 24 février prochain, les états-majors rivalisent dans le jeu des intérêts. Les accords politiques se lient dans le dos du citoyen, le parrain relégué à valeur marchande, le jeu des intérêts est flagrant. Chaque recalé cherche à mettre au prix le cumul de ses parrains.

Alors que la grande masse d'électeurs indécise s'attend à un étalage de programmes alternatifs et crédibles, les hommes politiques, ceux-là que les électeurs ont rayé par le biais du parrainage, nous re-

viennent sous les traits de maîtres chanteurs engagés pour défendre leurs intérêts sous la caution des parrains. Ce week-end décisif, lourd de reniement et de ralliements, nous renseignera de l'ampleur du mal dans notre pays.

Electeurs avertis : Les promesses ne tiennent que pour ceux qui y croient !

De l'opposition comme du pouvoir, ils ont tendance à berné l'électorat et les discours prononcés ne seront que des vœux pieux dans un contexte de demande sociale et de trouble dans le jeu de politique. Le



mandat en cours, pour lequel le camp présidentiel s'est engagé pour un nouveau bail, est un indicateur pour les électeurs dans l'appréciation des enjeux de cette élection : Ce sera à

cette masse silencieuse de bien se faire une religion, transcendante les discours de circonstance pour une appropriation de cette idée ingénieuse qui dépasse les

contingences. Aux faux programmes des politiques, au bon choix des électeurs !

S. THIAM

PRÉSIDENTIELLE AU SÉNÉGAL

« Où sont les jeunes et les femmes ? »

Le Conseil constitutionnel n'a retenu que cinq hommes d'âge mûr pour le scrutin du 24 février. Pourtant, ils étaient 27 candidats au départ, analyse Fary Ndao.



Tribune. Au Sénégal, le Conseil constitutionnel chargé d'examiner les candidatures à la présidence de la République s'est prononcé de manière définitive, dimanche 20 janvier 2019. Ils étaient 27 candidats avant de passer par le filtre du parrainage populaire mais cinq seulement verront leurs noms inscrits sur les bulletins de vote lors du premier tour de l'élection présidentielle du 24 février. Les Sénégalais devront donc choisir entre le président sortant, Macky Sall, 58 ans, et les opposants Idrissa Seck, 60 ans (coalition Idy2019), Madike Niang, 63 ans (coalition Madike2019), Issa Sall, 62 ans (PUR) et Ousmane Sonko, 44 ans (coalition SonkoPrésident). Ce qui interpelle à la lecture de cette liste, c'est l'absence de femmes et de jeunes dans un pays où l'Assemblée nationale est pourtant composée de 43 % de femmes et que les moins

de 40 ans représentent 70 % de la population. Où sont donc les jeunes et les femmes ? Il y avait pourtant le choix. Les plus jeunes candidats, Abdoul Wahab Ben Geloune (41 ans) et Bougane Gueye Dany (42 ans), sont deux entrepreneurs « partis de rien ». Indépendants et politiquement engagés sur le tard – ce qui ne pardonne jamais –, ils n'ont pas passé le cap des 53 000 parrainages, malgré une belle présence sur les réseaux sociaux et des moyens importants déployés pour sillonner le pays, notamment pour M. Dany. Les ambitions des candidates Aissata Tall Sall, Aida Mbodj et Amsatou Sow Sidibé, ont également été stoppées net. Sexagénaires, dirigeantes de mouvements ou partis politiques, elles ont toutes trois été ministres et ne sont donc pas des novices en politique.

Ce rapide tour d'horizon permet d'identifier deux profils. Le pre-

mier est celui des (presque) jeunes qui se sont lancés dans l'aventure présidentielle avec leurs propres moyens. Le second est celui de femmes expérimentées qui se sont émancipées des historiques Parti socialiste (PS) et Parti démocratique sénégalais (PDS) mais qui n'ont pas réussi à mobiliser assez de sympathisants autour d'elles pour mener à bien leur ambition nationale.

« Fuite des cerveaux politisés » En observant ces deux profils et l'âge moyen des candidats retenus (61 ans, hors Ousmane Sonko), il transparaît un fait : celui de la confiscation du leadership politique par des hommes sénégalais d'âge mûr. Faut-il s'en étonner dans un pays où la moyenne d'âge des députés siégeant à l'Assemblée nationale est de 55 ans, quand celle de la population est de 19 ans ?

Conscients de l'impossibilité d'émerger dans des partis politiques où la démocratie interne est en panne, les jeunes préfèrent ainsi arriver à la politique par des voies de contournement telles que le monde des affaires. Quant aux femmes, lassées d'être des faire-valoir, elles s'émancipent, mais souvent sur le tard.

Pour comprendre leur échec, il faut d'abord s'intéresser à l'organisation insidieusement discriminatoire des partis politiques sénégalais. En effet, ceux-ci comptent toujours un mouvement des jeunes et un de femmes. Cette subdivision astucieuse crée tout d'abord une antichambre à l'entrée dans la politique nationale. En effet, au Parti socialiste sénégalais, tout jeune de moins de 25 ans doit obligatoirement militer au sein du mouvement des

jeunes. Ensuite, elle agit comme un entonnoir et pousse les jeunes, tout comme les femmes au sein de leur mouvement, à se lancer dans une compétition féroce pour contrôler ledit mouvement.

Cette compétition nécessite de se faire remarquer par les instances centrales du parti et requiert des moyens logistiques et des militants dévoués qui sont souvent fournis par les responsables nationaux. Ainsi, jeunes et femmes sont avant tout perçus dans les partis politiques sénégalais comme des troupes à travers lesquelles les responsables politiques nationaux, souvent des mâles, se livrent des luttes d'influence. De plus, lors des investitures sur les listes électorales ou lors de l'établissement du bureau politique du parti, le mouvement des jeunes et celui des femmes disposent d'un quota qui garantit la présence de leur responsable et parfois de son adjoint(e). Par ailleurs, dès qu'un jeune ou une femme veut se prononcer sur un champ politique autre que celui qui lui a été assigné, c'est bien souvent le rappel à l'ordre, la mise à l'écart, voire la sanction.

Hormis cette malformation congénitale des partis sénégalais, d'autres facteurs peuvent expliquer l'absence de leaders politiques jeunes ou femmes au niveau national et particulièrement dans la liste finale de candidats à la présidentielle. Parmi eux figurent en bonne position le désintérêt des jeunes élites intellectuelles critiques, hommes et femmes confondus, pour la politique partisane, mais aussi la « fuite des cerveaux politisés » vers l'espace de la société civile. Un espace certes militant, mais relativement confortable. Les partis politiques manquent donc de bras et d'esprits de qualité. Pauvreté du discours

Outre le refus de s'engager dans la politique partisane, ce qui laisse un boulevard aux

jeunes courtisans et courtisanes, le manque de leadership politique jeune et féminin s'ancre également sur un substrat culturel patriarcal intimant sans cesse aux jeunes de ne pas contredire leurs aînés, y compris quand ceux-ci ont tort, ni de prendre de risques sur le plan professionnel. Quant aux femmes, charge à elles de sacrifier leurs ambitions professionnelles et politiques si l'équilibre familial risque d'en pâtir. Telle est l'atmosphère sociale pesante dans laquelle toute aspiration de jeunes ou de femmes est étouffée par l'ordre patriarcal d'essence traditionnelle et religieuse.

Enfin, l'absence d'un discours politique fort et élaboré prenant en charge les préoccupations des jeunes et des femmes explique le fait qu'ils n'ont pas réellement soutenu les candidats qui ont été recalés. Les premiers responsables de cette pauvreté du discours sont bien entendu les candidats et candidates eux-mêmes, qui n'ont pas su trouver les thèmes politiques susceptibles de réveiller l'enthousiasme.

La nouvelle règle de parrainage, filtre nécessaire à la lisibilité du jeu politique mais véritable capharnaüm dans sa mise en œuvre, est donc apparue comme un obstacle supplémentaire à ceux que rencontraient déjà les jeunes et les femmes dans l'espace politique et social sénégalais. Aspirants candidats mais finalement cantonnés au rôle de spectateurs, jeunes et femmes se contenteront de porter des tee-shirts et d'animer les meetings politiques dans les semaines à venir. Un air de déjà-vu.

Fary Ndao est ingénieur géologue. Il est coauteur de l'ouvrage collectif Politisez-vous ! (éd. United Press of America). Il a publié l'essai L'Or noir du Sénégal en 2018.

Fary Ndao

(Source : Le Monde / Afrique)

VIOLENCES POLITIQUES AU SÉNÉGAL

Les causes et les effets

Les violences électorales au Sénégal peuvent se présenter sous une forme physique ou verbale. Quant aux ressorts de la violence, ils sont très divers mais ils tiennent pour l'essentiel à l'absence de consensus sur les règles électorales, au contexte socio-économique particulièrement fragile et à l'inefficacité des mécanismes de régulation de l'espace électoral qu'il s'agisse de mécanismes institutionnels ou sociaux.



Il y a lieu de distinguer entre les instigateurs et les victimes même si certains acteurs sont à la fois instigateurs et victimes de la violence. Il en est ainsi par exemple des partis politiques en raison de leur statut d'acteurs principaux du processus électoral. Au nombre des victimes innocentes, on peut notamment citer les élèves et certaines catégories de la population. Suivant la nature des élections, il apparaît que les élections présidentielles sont les plus affectées en raison des enjeux qu'elles présentent et qui sont autrement plus importants.

Il faut bien repérer le raisonnement circulaire qui consiste à ne qualifier comme violences que les comportements jugés illégitimes par le pouvoir, réservant aux autres l'emploi d'une logique euphorisante : coercition, contrainte, force, etc. C'est que les discours de stigmatisation globale de toute violence physique, même coûteuse en vies humaines ou en pertes matérielles, résistent mal à l'épreuve de certaines situations politiques.

La situation sociopolitique sénégalaise actuelle ressemble à une bombe à retardement en ce sens que les contempteurs

du Président Macky Sall voient dans ses actes politiques depuis 2012, un acharnement contre certains des leurs (Khilifa Sall et Karim Wade), des actions planifiées visant à les provoquer par nervis, milices et autres hommes de main présentés comme une bande armée, cagoulée et roulant à bord de pick-up qui auraient été curieusement retrouvés au siège de Bby à Yoff.

Les militants de chaque parti politique cherchent toujours à intimider par tous les moyens possibles. Pendant la campagne électorale des présidentielles de 2000 à Saint Louis, le

siège du PDS a été saccagé, des attaques de convois ont été notées à Kaolack et à Kédougou. A Maka Khonou, les populations s'attaquèrent aux responsables du Ps qui s'y étaient investis pour la campagne faisant 04 blessés, le matériel de sonorisation et les voitures furent saccagés. A Dakar précisément à Rufisque, les maisons des députés Maire furent détruites, les manifestants étaient si furieux que même la police jugea nécessaire de ne pas y intervenir.

La tension dans l'air

Des coups de feu furent entendus. A Kaolack dans les localités de Médina Sabakh et Ndoffane, les convois du Ps et du Pds s'affrontèrent et on assista à la destruction de véhicules et à un échange de jets de pierres faisant des blessés. La campagne électorale des élections présidentielles de 2007 fut couronnée par une rude altercation entre les militants de Rewmi d'Idrissa Seck et ceux de la coalition Sopi soutenant le candidat Abdoulaye Wade. L'opposition fut regroupée autour de la coalition Benno Siggil Sénégal, pendant les élections locales de 2009 où il y eut une recrudescence de la violence pendant la campagne. Le 03 Mars 2009 aux Parcelles Assainies, la voiture d'un militant du Ps fut détruite et dans la même journée, un membre de l'alliance Jef-Jel est sauvé de justesse, mais vit sa voiture et sa maison brûlées.

L'une des pires violences électorales pendant la veille du scrutin fut celle de la veille des élections présidentielles de 2012. La première cause fut le

découpage administratif. Une nouvelle collectivité fut érigée et les cartes d'électeurs étaient invalides. L'autre cause majeure fut la candidature controversée du Président Abdoulaye Wade car, les populations et l'opposition l'avaient jugée. Le président tenta aussi de réformer la Constitution pour créer le poste de vice-président et faisant gagner le candidat qui n'atteindrait que 25% de votes au premier tour.

Face à cette forfaiture, la Société civile et l'opposition se se liguerent pour faire face. Ces manifestations ont fait beaucoup de dégâts matériels, de nombreux blessés dont les candidats Youssou Ndour, Cheikh Bamba Dièye. Il y egalement beaucoup d'arrestations et des pertes en vies humaines. Pendant le scrutin bien qu'il y ait toujours de l'électricité dans l'air, la violence s'est estompée même si l'on peut noter quelques incidents.

Après le scrutin, la proclamation des résultats est la période électorale qui connaît les plus grands moments de tensions, de violence faisant des dégâts matériels inestimables, souvent conduisant à des guerres civiles avec des lourdes conséquences. C'est face à cette situation dramatique qu'Ismaïla Madior Fall affirme que la plupart des conflits en Afrique de l'ouest trouvent leur origine dans les élections qui sont un facteur de conflits. Malheureusement, avec la campagne électorale qui démarre, ce samedi à minuit, il y a lieu de s'inquiéter malgré l'appel au calme du Président Macky Sall.

Hamet Sene

VIOLENCE EN PÉRIODE ÉLECTORALE

Un concept protéiforme

Le processus de choix, de manière démocratique, pour légitimer un dirigeant ou une équipe dirigeante a souvent engendré des violences, à travers le monde, surtout en Afrique. Plusieurs pays Africains se heurtent à de terribles difficultés de faire usage des règles démocratiques pour mener à bien leurs élections. Le Sénégal est-il une exception ?

On peut croire que le Sénégal est encore un élève qui accuse beaucoup de retard pour comprendre la notion et l'utilité de la démocratie. Parce que certains hommes politiques refusent tout simplement de fléchir à ces règles du jeu pour s'approprier ou pour conserver le pouvoir. Ce faisant certains individus font recours à la violence pour prendre le pouvoir ou pour le garder.

La violence est le comportement agressif ou brutal exercée par un ou des individus pour contraindre un ou d'autres de faire ou de ne pas faire quelque chose indépendamment de leur volonté. Elle peut être appliquée par l'Etat sur ses propres citoyens en cas de nécessité. C'est d'ailleurs la seule violence légitime, selon Marx Weber. La période électorale va du début de la campagne électorale jusqu'à la proclamation des résultats définitifs et la prise de pouvoir du ou des vainqueurs. La violence

électorale peut menacer la sécurité du pays, troubler la cohésion sociale ou même engendrer une guerre civile avec son cortège de malheur. La violence électorale est la manipulation ou la création des institutions nationales pour deux raisons principales et majeures : Une des raisons peut être pour limiter les droits civiques de certains candidats dans le but de les bouter hors de l'arène politique. Cette technique vise les candidats les plus menaçants. Un exemple pris pendant les premières élections va parfaitement élucider ce cas de figure. Pendant les premières élections présidentielles du Sénégal après son indépendance, il fut exigé aux candidats en lice, Léopold Sédar Senghor et Lamine Guèye, d'avoir obligatoirement le soutien d'au moins dix députés. Cette règle avait exclu Lamine Guèye et Senghor se retrouva comme le candidat unique. Cette situation fut une

source de frustration de certaines populations qui descendirent dans les rues de Dakar. Ces manifestations aboutirent à un drame.

L'autre raison est pour reconforter les droits civiques de l'auteur de cette violence. S'il avait perdu certains droits civiques et qu'il veuille par obligation se présenter, il se trouve alors dans l'obligation de mettre la main dans les dispositions institutionnelles.

Le début du processus électoral est souvent couronné par une vague de violences qui deviennent, des fois, incontrôlables par les institutions chargées des élections et de la sécurité en cette période électorale. Pendant les campagnes électorales des différentes élections que le Sénégal a organisées, depuis son indépendance, la violence s'est toujours manifestée d'une manière ou d'une autre bien qu'étant l'un des rares pays africains avancés jusqu'à ce niveau en matière de démocratie.

Le Sénégal a connu sa première élection en 1848 pour le choix des députés représentant la colonie à l'Assemblée Nationale Française. Mais le corps



électoral fut constitué seulement de Français, des métis, des habitants des îles de Gorée et de Saint-Louis qui pouvait prouver leur résidence de cinq ans. Le Sénégal jouit ainsi, depuis lors, de 09 scrutins présidentiels et plus de 10 élections législatives et 5 référendums constitutionnels.

Au Sénégal, c'est pendant la période électorale que les violences font rage dans la quasi-totalité du territoire contrairement à beaucoup de pays Africains où les violences se font sentir après la proclamation des résultats. Les militants de chaque parti politique cherchent toujours à intimider

par tous les moyens. En Afrique, les perdants d'une élection peinent à trouver l'appui financier de l'Etat. Certaines communautés, ethnies, ou partis politiques sont marginalisés dans certains traitements financiers, judiciaires et même infrastructurelles. Le taux de participation des électeurs dépend en grande partie de la stabilité de tout le processus électoral. Si la violence non légitime s'invite dans une seule étape de ce processus, elle impactera toutes données électorales sachant que beaucoup de citoyens auront manqué de remplir le devoir de vote.

H. Sene

DE RETOUR À DAKAR, LE 07 FÉVRIER PROCHAIN Me Wade se rendra, le même jour, à Rufisque, Pikine, Guédiawaye et dans certaines communes de Dakar

La campagne électorale risque de prendre une autre tournure le 07 février prochain. Car, ce jour, Me Abdoulaye Wade qui débarque à Dakar a décidé de sillonner les localités de Rufisque, Guédiawaye, Pikine et certaines communes de Dakar.

À travers un communiqué, le Parti démocratique sénégalais informe que « le Président Abdoulaye Wade, Secrétaire Général National du parti, arrivera de Paris, par vol spécial, ce jeudi 7 février 2019 à 15 heures, à l'aéroport International Blaise Diagne ». Même si aucun accueil des ses inconditionnels n'est prévu, l'inamovible Sg national du Pds entre en campagne, le même jour.

En effet, de l'Aidb, l'ancien Président fera une halte dans la ville de Rufisque avant de rejoindre le populeux quartier de Pikine pour communier avec ses militants. Ensuite, il prendra la direction de Guédiawaye, le fief du maire et petit-frère du Président, Aliou Sall. Toujours au menu, il est prévu un passage dans plusieurs communes de Dakar.

Un agenda chargé pour Me Abdoulaye Wade qui a décidé de livrer un combat acharné contre le Président Macky Sall.



Reste à savoir le mot d'ordre de soutien qu'il va lancer à l'endroit de ses fidèles. Le même jour, le candidat de BBY qui sera à Matam, Kanel et Goudiry aura naturellement les oreilles scotchées sur le té-

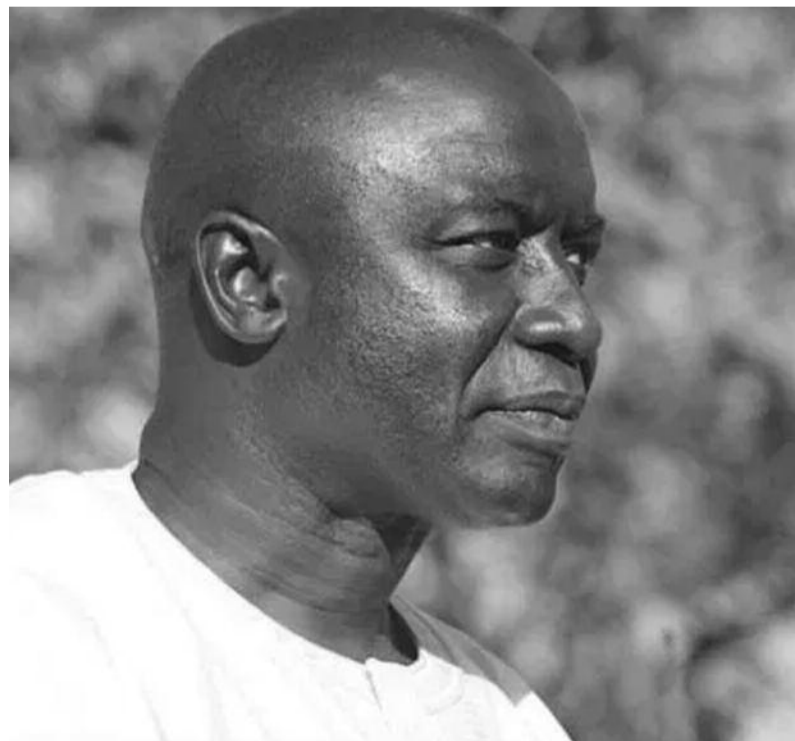
léphone pour prendre les nouvelles de Dakar. Car, qu'on l'aime ou qu'on ne l'aime pas, Me Wade draine des foules partout où il passe.

Modou Ndiaye

PRÉSIDENTIELLE 2019

Idy dopé par la vague de soutiens

Accompagné de ses nombreux souteneurs, le président de Rewmi s'est rendu, ce vendredi, à Touba où il a rencontré le Khalife général des Mourides, Serigne Mountakha Mbacké. Sur place, l'ancien Pm s'est dit confiant en perspective de la présidentielle.



Tel est phénix, le candidat Idrissa Seck semble renaître de ses cendres. En atteste l'optimisme béat

qu'il a affiché, ce vendredi, à Touba au sortir de sa rencontre avec le Khalife des Mourides. « Nous constituons une

très forte coalition qui a pour ambition le redressement de notre pays, faire la restauration d'une bonne gouvernance, l'équilibre et la séparation des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire, un développement économique qui garantira l'emploi principalement à notre jeunesse, la sécurité qui constitue une préoccupation pour toutes les populations, ailleurs comme ici à Touba. Nous sommes très très confiants », tonne le président du Conseil départemental de Thiès.

Avant d'indiquer qu'il s'est rendu à Touba pour recueillir des prières en vue de la campagne électorale. « Je voudrai rendre grâce à Dieu de l'opportunité qu'Il nous a donnée de nous retrouver ici à Touba auprès du Khalife général des Mourides, Serigne Mountakha Mbacké, auprès de qui nous avons sollicité des prières avant d'entamer la campagne électorale. Nous sommes venus accompagnés d'une très forte délégation, en présence du président Pape Diop, de notre frère et ami Malick Gackou, Thierno Bocoum » etc.

Zahra Badiane

VIOLENCES POLITIQUES Quelques repères récents

Me Wade a toujours soutenu mordicus que sa candidature ne souffrait d'aucune irrégularité. La justice constitutionnelle venait de lui délivrer un quitus pour un troisième mandat jugé illégal par les populations. Il est sûr et certain également que l'élection présidentielle qu'il va organiser est déjà dans la poche et il compte la gagner en 2012, dès le premier tour, comme en 2007.

Le rassemblement du M23, organisé à la veille du scrutin de 2012, avait pour but d'exprimer leur opposition à la candidature du président sortant Abdoulaye Wade. Les jeunes du M23 ont scandé le slogan « Goorgui déna, Goorgui déna, soulounoko. » Ce qui veut dire que le vieux, est mort, il n'est plus qu'un cadavre politique et qu'il est déjà enterré. Un acte hautement symbolique vient s'ajouter à ces expressions violentes : Pour exprimer leur opposition à cette candidature aussi, on pouvait observer cinq cercueils brandis par les contestataires lors d'un rassemblement du M23 sur lesquels les noms des cinq membres du conseil Constitutionnel étaient inscrits.

Une lettre jugée outrageante fut adressée aux juges constitutionnels par Malick Noël Seck. B. La violence psychologique en période électorale est caractérisée par l'installation de la peur chez les ac-

teurs d'élections (électeurs, militants politiques, forces de sécurité, responsables électoraux etc.) ; des groupes de militants politiques violents peuvent proférer des menaces pendant la campagne électorale.

Les candidats novices sont les plus vulnérables à cette arme. Pendant les élections présidentielles de 1978, le candidat Wade a connu son baptême de feu. Son convoi se vit interdit l'accès à la zone de Loro et celle de Thioubalé par l'ancien milliardaire Labat Fall. Le convoi força et informa le Préfet de l'époque, Jean Colin, pour lui dire que s'il voulait voire des morts le lendemain, il n'avait qu'à empêcher la gendarmerie de venir sur le site. Les violences électorales peuvent subvenir à n'importe quelle période du processus électoral, pouvant causer des dégâts matériels et des victimes humaines.

H. Sene

A MATAM

Les services du Préfet prêts pour le scrutin

Le préfet du département de Matam (nord), Diadia Dia, a assuré vendredi que ses services sont prêts pour l'organisation de l'élection présidentielle du 24 février.



« Par rapport à la préparation nous sommes prêts pour que cette élection présidentielle se déroule dans de très bonnes conditions », a indiqué le préfet Diadia Dia dans un entretien avec l'APS. Le matériel est déjà en place à l'exception des bulletins des candidats, entre autres. « Nous attendons ces bulletins et le complément du matériel. Il y a à noter que le matériel lourd a été reçu au niveau des différentes circonscriptions », a-t-il dit. L'autorité

administrative indique également avoir reçu les lettres des plénipotentiaires des différents candidats à cette élection présidentielle.

« Il n'y avait que le plénipotentiaire du candidat Madick Niang qui a finalement démissionné et nous n'avons pas par la suite reçu de notification d'un autre plénipotentiaire », a ajouté le préfet. Le département de Matam compte 141276 électeurs répartis dans 301 bureaux logés dans 115 centres.

APS



LE FONGIP UN LEVIER DE COMPÉTITIVITÉ INNOVANT POUR L'ÉCONOMIE SÉNÉGALAISE

MISSIONS

Dans le but de permettre aux MPME qui représentent 99,8% du tissu économique d'observer les financements nécessaires et de résorber le gap entre l'offre et la demande de financement estimé à 515 Milliards de FCFA, le FONGIP s'est fixé comme missions de :

- ❖ Garantir des crédits bancaires pour le financement des projets porteurs de croissance dans les secteurs prioritaires ;
- ❖ Refinancer des institutions de micro finance pour leur permettre d'accorder des crédits aux Micros Petites et Moyennes Entreprises (MPME), aux groupements de femmes et de jeunes à des taux d'intérêts bonifiés ;
- ❖ Mettre en place un dispositif permanent d'accompagnement et de suivi des porteurs de projets sur tout le territoire national

PRODUITS ET SERVICES

Afin de mieux réussir sa mission, le FONGIP a mis en place les produits et services ci-dessous :

- ❖ **La Garantie Individuelle :**
 - Caractéristiques des prêts
 - Durée : 1 à 5 ans ;
 - Quotité de garantie : 70% maximum du capital restant dû, pour les entreprises en création et 50% maximum, du capital restant dû, pour les entreprises en extension ;
 - Montant plafond de la garantie : 500 millions de FCFA pour les crédits d'investissement et 200 millions de FCFA pour les crédits d'exploitation
 - Apport : 10 à 20 % du montant du crédit,
 - Commission de garantie : 1 à 1.5% HT par an, sur le capital garanti.

📍 Immeuble Atryum center 1er étage , km8, route de Ouakam /Dakar-Sénégal

🌐 : www.fongip.sn | ✉ : courrier.fongip@fongip.sn | f : FONGIP

📺 YouTube : FONGIP TV | 📞 : 33 859 19 19



❖ La Garantie de portefeuille

- Caractéristiques des prêts
- Quotité de garantie

- Durée : 1 à 5 ans
- Quotité : 50% maximum
- Montant des prêts éligibles : 1 à 20 millions de F CFA
- Apport : 10 à 20 % du montant du crédit,
- Commission de garantie : 1 à 1.5% HT par an, sur le capital garanti.



🇸🇳 L'ACCOMPAGNEMENT

Le FONGIP offre aux jeunes porteurs de projets, femmes, SFD et banques, un accompagnement gratuit.

L'accompagnement consiste à appuyer les porteurs de projets à la structuration de leurs projets, au montage des dossiers bancables et à leur orientation vers les institutions financières partenaires.

🇸🇳 LA GESTION DE FONDS POUR LE COMPTE DE TIERS

La gestion de fonds pour le compte de tiers se définit par la délégation de la fonction d'investissement par des institutionnels (bailleurs de fonds) ou étatiques (agences de l'Etat ou autres organes de l'Etat) au profit du FONGIP.

En effet, la gestion de fonds offre aux investisseurs une diversification des risques via l'expertise de professionnels, l'accès efficace aux marchés de la garantie et de la bonification avec des économies d'échelle, et des techniques de gestion dont dispose le FONGIP.

📍 Immeuble Atryum center 1er étage , km8, route de Ouakam /Dakar-Sénégal

🌐 : www.fongip.sn | ✉ : courrier.fongip@fongip.sn | f : FONGIP

📺 YouTube : FONGIP TV | ☎ : 33 859 19 19

MOTS FLÉCHÉS

prépare- rai mon examen crampes	elle rend la vague moyen de transport	petit étang réviser	canal de salin logique	beau perro- quet	debrous- sailer primor- diaux	étroites fines	
						qualité du caou- tchouc	
pèserai la caisse curerez la façade				suffisam- ment parc ani- malier			
					crotté n'avoue pas		
châtié			seras au- dessus arrosera				
étoile de mer				enduits d'huile sigle militaire			support de quartier
mot de liaison		anneau marin plus bas que sol		décapité			
rapide				il vaut de l'or			
		fit des vers cœur de bâtard			partie de l'œil pénurie		
ori de muletier	bonne copine écrasés			vieux bison tendan- ces		c'est le césium aérienne	
		ardent habitant du large		associé trou pour la poutre			
vaste salle	piquet polites- ses		qaine légume de soupe				sables mou- vants
		outil de canotier arrêts de travail			fait d'hiver pièce de 5 francs		
pas très dodue placée à côté							ronde et aplatie
				espèces récentes compri- mera			
travaille la terre			levant écolier		neige durcie satis- faites		
encore l		asticot crochet mural		mesure agraire partie d'écluse		face de dé lieu de combat	
coupe en deux	manteau plane				petit alu- minium déesse de fellah		finassa
			prétendre élément de cercle				
de bon matin		pas très claire alias Gaïa					désinen- ce verbale
expulser				épouses de sou- verain			
purqatif			mettra en ordre				

HOROSCOPE

BÉLIER

La gêne a le don de faire stagner les choses. Il est toutefois probable que vos intentions soient réciproques et que l'autre espère exactement les mêmes choses. Pour en avoir la certitude, il serait pratique de lire entre les lignes et de comprendre le sens profond des sous-entendus.

TAUREAU

On dit que d'avoir trop d'esprit, c'est de ne pas en avoir assez. Vous pourriez toutefois captiver un auditoire, mais vu que le Soleil et Mercure se trouvent dans un Signe jugé incompatible avec le vôtre, le Verseau, il sera préférable de ne pas vous emballer et de savoir quand vous arrêter. Avec la Lune en Capricorne, un minimum de retenue vous permettra de faire un coup d'éclat d'autant plus respectable.

GÉMEAUX

Alors que le Soleil progresse dans un autre Signe d'Air, le Verseau, vous pourriez recevoir une visite inattendue. Toutes les conditions seront réunies pour vous permettre de faire une percée significative dans votre domaine d'expertise.

CANCER

Il faut traverser la rivière avant d'insulter le crocodile. Située en face de votre Signe, la Lune en Capricorne risque de vous rendre momentanément irritable et peut-être même de vous impatienter.

LION

En commettant trois fois un péché, on finira par croire qu'il est licite. Qui n'envisage pas une fois d'arrondir les angles pour se simplifier l'existence? Cependant, il serait risqué d'en arriver à en faire une habitude, surtout lorsque la Lune arrive en Capricorne. D'ailleurs, le Soleil et Mercure en Verseau, juste en face du Lion, pourraient vous offrir un avantage considérable en toute bonne et due forme.

VIERGE

Le bonheur n'est pas dans la recherche de la perfection, mais dans la tolérance de l'imperfection. Il y a de ces choses que vous n'êtes pas en mesure de changer, et il suffira de les accepter comme telles pour que la vie semble plus douce et agréable...

BALANCE

Même si la Lune est en Capricorne, au carré de la Balance, réagissez! Car de son côté, le duo Soleil-Mercure en Verseau vous aidera à vous faire entendre, et surtout à bien vous faire comprendre. Tout se jouera dans le dialogue et dans la façon dont vous amènerez vos arguments sur le tapis. Inutile d'insister ou d'exagérer les faits, car rien ne peut vaincre une vérité énoncée franchement et calmement.

SCORPION

Il existe un plaisir dans l'attente. Tout ce qui s'obtient trop facilement et rapidement ne peut procurer qu'une petite joie bien éphémère. Pensez-y si vous considérez que l'actuelle présence du Soleil en Verseau, au carré du Scorpion, vous contraint à patienter plus longuement avant de recevoir ce que vous convoitez. Ne dit-on pas également que tout vient à point à qui sait attendre ?

SAGITTAIRE

Toujours de passage dans votre Signe, l'influence de Jupiter et de Vénus alimente votre motivation à l'endroit de vos réalisations personnelles. Le résultat des projets que vous entreprendrez devrait dépasser vos attentes. N'hésitez pas à émettre des propositions et à lancer des invitations. Les autres seront probablement beaucoup plus réceptifs que vous ne l'aviez supposé. Soyez confiant...

CAPRICORNE

Quand vous allez à la maison d'un âne, il ne faut pas parler des oreilles. Étant donné que la Lune arrive "à la suite" de Saturne dans votre Signe, il y a des gens susceptibles de tout comprendre de travers. Assurez-vous que

VERSEAU

Le passage du Soleil et de Mercure en Verseau accentue votre force de persuasion en cette étape anniversaire. Il deviendra plus facile de convaincre quelqu'un de poser certains gestes ou de l'amener à partager vos opinions.

POISSONS

L'influence de Neptune en Poissons vous aidera à mieux comprendre, sentir et deviner les gens qui vous entourent. C'est par le biais d'une écoute interactive, attentive et attentionnée que vous parviendrez à apprivoiser le cœur des êtres qui vous intéressent. Et en faisant front commun avec d'autres individus, vous pourriez débiter ce mois de février sur une note optimiste ou carrément victorieuse.

SOLUTIONS

• D • C • A • C • B • F • C
 RECHERCHERAI • A
 • PRECARITE • LAS
 PEINE • ACADEMIE
 • ISERAN • TOTALE
 UNE • VIES • UR • EU
 • D • REDUISIEZ • S
 CROULER • AL • OIE
 • ARMER • IGLOOS •
 TITI • AEREES • OR
 • • INTIMA • REALE
 CREER • ASPERGES
 • E • RUBICON • ART
 CURAI • LISTES • E
 • SUITE • BE • TSAR
 USITE • FLECHERA
 • IN • SIRE • ANSE •
 PRES • DESUNI • SU
 • ARASER • T AEL • R
 LIANE • OUED • AIE
 • SIGNETS • AVIDE

SUDOKU

6	3	8			7	5	
	5		9	7	8	2	6
7	2		4		5	1	9
	8			7	3		6
	6	5	2	4	8	3	1
	7	1	9		6	4	8
2		9			1	6	7
8		7				5	1
	1	6	7	3	4		

Dans chaque ligne, chaque colonne, chaque carré tous les chiffres de 1 à 9 doivent être utilisés

SOLUTION

3	7	9	4	8	2	6	5	1
6	8	4	5	1	7	2	9	3
2	1	5	3	6	9	4	8	7
7	9	3	6	4	1	5	2	8
5	6	2	9	3	8	7	1	4
1	4	8	2	7	5	3	6	9
4	3	1	8	2	6	9	7	5
9	2	7	1	5	4	8	3	6
8	5	6	7	9	3	1	4	2

Dans chaque ligne, chaque colonne, chaque carré tous les chiffres de 1 à 9 doivent être utilisés

Sida, les nouvelles armes de l'Afrique

Sous le nom de code « 90-90-90 » se cache une stratégie redoutable contre l'expansion du sida. En 2014, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a fixé un triple objectif pour contenir la maladie à l'horizon 2020. A cette date, 90% des personnes séropositives doivent savoir qu'elles le sont ; 90% des personnes infectées doivent recevoir un traitement antirétroviral au long cours ; et 90% des personnes traitées doivent avoir une charge virale durablement réduite. A deux ans des échéances, l'Afrique est à la peine.

Dans presque tous les pays du continent, l'objectif des « trois 90 » ressemble à un mirage. Seules 66 % des personnes vivant avec le VIH ont eu accès à un traitement antirétroviral en Afrique de l'Est et australe en 2017 ; dans l'Ouest et en Afrique centrale, ce taux chute même à 40 %, a révélé le dernier rapport de l'Onusida. Si globalement la situation est difficile, quelques pays font figure de bons élèves puisque, sur les six Etats de la planète à avoir atteint l'objectif fixé par l'OMS, trois sont africains : le Botswana, l'Eswatini (ex-Swaziland) et la Namibie.

Dépister en ciblant mieux

Partout, la bataille du dépistage reste majeure. Elle est d'autant plus essentielle que « les personnes traitées au long cours ne transmettent plus le VIH », rappelle Joseph Larmarange, chargé de recherche à l'Institut de recherche pour le développement (IRD) à Paris. D'où l'intérêt de la stratégie « on teste, on traite ». Si l'on parvenait à traiter toutes les personnes infectées, on stopperait l'épidémie ». Pourtant, à l'heure actuelle en Afrique de l'Ouest et centrale, seul un séropositif sur deux sait qu'il est contaminé, pointe le rapport de l'Onusida. Si le dépistage doit être renforcé, il doit aussi être plus précoce. Car il s'agit de battre de vitesse les infections qui « s'invitent » quand le VIH s'est installé dans l'organisme des malades. Plus le dépistage est tardif, moins les patients parviennent à récupérer un système immunitaire efficace. Et donc, plus ils souffrent de tuberculoses avancées, de méningites ou d'autres infections dites « opportunistes ».

Pour autant, de grandes avancées ont été accomplies en Afrique de l'Est et australe. Dans ces zones, les Etats ont mis en place des programmes nationaux de dépistage de masse. Le retard est en revanche important en Afrique de l'Ouest et centrale. Le taux de personnes contaminées y étant relativement faible (0,7 % à 4 % de la population générale), les pays de ces régions n'ont pas misé sur de vastes programmes de dépistage. Ils font porter leur effort sur les populations les plus fragiles que sont les homosexuels, les travailleuses du sexe, les usagers de drogues et les prisonniers. En s'appuyant sur les associations et les communautés, ils ont développé des stratégies pour aller à la rencontre des malades potentiels. Ce dépistage ciblé s'est révélé efficace chez les travailleuses du sexe régulières, mais peine à atteindre leurs clients ou les prosti-



tuées occasionnelles. De même, il est performant chez les jeunes homosexuels masculins, mais ne touche pas pour l'heure leurs partenaires plus âgés. Ce bilan en demi-teinte nécessiterait donc de nouvelles stratégies pour enrayer cette « épidémie cachée ».

Miser sur les femmes

En Afrique subsaharienne, trois nouvelles infections sur quatre touchent les filles âgées de 15 à 19 ans. Et les jeunes femmes âgées de 15 à 24 ans sont deux fois plus susceptibles de contracter le VIH que les hommes. On ne vaincra pas le sida, en Afrique, sans s'appuyer sur elles, piliers irremplaçables au sein des communautés. Un grand projet lancé en 2002, Dream, cible ainsi les femmes du continent dans une approche globale de prévention, de dépistage et de thérapie.

Son but : les mobiliser pour soutenir, conseiller et éduquer sur tous les fronts de la guerre contre le VIH. Mais aussi lutter contre la stigmatisation et renforcer les capacités des femmes à se prendre en charge. C'est tout l'enjeu de la

démédicalisation, qui consiste à aller chercher les malades là où ils sont. Grâce à des médiatrices formées, des cellules mobiles vont au-devant des populations les plus fragiles, notamment en milieu rural et sur les lieux de prostitution, où les reçoivent dans des structures de soin où les femmes se sentent moins jugées et traquées que si elles étaient accueillies par le personnel médical.

Pour mieux atteindre les différentes populations, une arme commence quand même à faire ses preuves : l'autotest. Star, un projet de recherche lancé en 2015 par l'ONG PSI et financé par Unitaïd, évalue divers modèles de distribution de ces autotests au Zimbabwe, en Zambie, au Malawi, au Lesotho, en Eswatini et en Afrique du Sud. Ses résultats encourageants ont donné un bel élan à ce développement, et 500 000 autotests devraient être distribués au printemps 2019, dans le cadre du projet Atlas – également soutenu par Unitaïd –, en Côte d'Ivoire, au Mali et au Sénégal. « C'est une piste prometteuse », estime Didier Ekouevi, épidémiologiste à l'université de Lomé (Togo). Mais leur diffusion prend du temps, car il faut mettre en

place des cadres réglementaires et promouvoir des politiques de mise en œuvre. » Point noir : pour l'instant, le produit est très onéreux.

Prévenir, encore et toujours

Si le « on teste, on traite » reste la façon la plus radicale de lutter contre l'expansion du VIH, d'autres armes ont aussi prouvé leur efficacité pour limiter les contaminations. Le préservatif, d'abord, qui permet une protection individuelle au quotidien. La circoncision, ensuite, qui fait chuter de 60 % le risque de transmission de la femme vers l'homme et a fait l'objet de campagnes massives depuis dix ans en Afrique australe et de l'Est, où près de 19 millions d'hommes ont sauté le pas de l'opération.

A cela s'ajoute une prévention médicamenteuse. Sur ce front, une arme de pointe commence à se diffuser sur le continent : la PrEP, ou prophylaxie pré-exposition. Des personnes séronégatives prennent, en continu ou à la demande, une association de deux antirétroviraux afin d'éviter une contamination lors des rapports sexuels à risque. Après avoir prouvé son intérêt

en Europe et aux Etats-Unis, la PrEP a aussi montré des résultats « très prometteurs » au Mali, en Côte d'Ivoire, au Togo et au Burkina Faso auprès des gays, selon l'Agence France recherche Nord et Sud sida-VIH-hépatites (ANRS) qui mène cette évaluation en Afrique depuis 2015.

Au Burkina, au Togo et au Mali, des médiateurs se déplacent dans les centres de santé et au sein d'unités mobiles pour dépister les personnes vulnérables et leur proposer la PrEP. En Côte d'Ivoire, un programme à destination des femmes travailleuses du sexe est même en cours d'évaluation par l'ANRS. Preuve que l'invitabilité est de mise pour contourner la discrimination, toujours forte.

Traiter de manière durable

Enfin, le troisième front ouvert est celui de la mise à disposition des traitements antirétroviraux à un plus grand nombre de malades. « Ils ont un impact énorme sur la mortalité », relève Joseph Larmarange, de l'IRD. Leur bénéfice a même été chiffré lors d'une étude menée en Afrique du Sud, dans une zone rurale où un adulte sur trois est infecté. Dans cette région, « un programme d'accès aux antirétroviraux, [mis en œuvre] à partir de 2004, a permis un progrès fulgurant : il a fait passer l'espérance de vie, en population générale, de 49 ans en 2003 à près de 61 ans en 2011 ». Soit un gain de douze ans en seulement huit années. Une fois les personnes dépistées et traitées, il faut aussi s'assurer de l'efficacité du traitement par un suivi régulier de la charge virale dans le sang. Un travail au long cours qui permet de déterminer le moment où la présence du virus devient si faible que le patient n'est plus contaminant. Mais il faut aussi surveiller que le malade n'est pas résistant au traitement. Or, « en Afrique australe et de l'Est, jusqu'à 10 % des patients qui débutent un traitement sont déjà résistants à l'un des principes actifs de la trithérapie », explique le professeur Eric Delaporte, de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm) et de l'IRD. Chez les plus jeunes, les chiffres sont plus alarmants encore puisque, « en Afrique australe, 45 % des enfants infectés sont résistants avant même d'être traités » ! Bien qu'essentiel, ce suivi reste difficile car la diffusion et le coût des tests sont des freins puissants. « C'est un enjeu majeur », analyse Eric Delaporte. Au Burundi, en Guinée, au Cameroun et en Côte d'Ivoire, un vaste programme de l'ANRS, lancé en 2013, s'est saisi de cette problématique pour adapter ces tests de suivi des patients au contexte africain et en faire baisser les coûts.

Florence Rosier

COTE D'IVOIRE

CPI : Laurent Gbagbo et Charles Blé Goudé sortent de prison

La Cour pénale internationale a décidé ce vendredi 1er février la libération sous conditions de Laurent Gbagbo et Charles Blé Goudé. L'ex-président ivoirien et l'ancien ministre ont été acquittés le 15 janvier de crimes contre l'humanité commis lors des violences postélectorales de 2010-2011.



La décision de la cour d'appel a été prise à l'unanimité des cinq juges de la chambre. Laurent Gbagbo et Charles Blé Goudé devront aller dans un Etat

qui accepte de les accueillir, précisent les juges, qui n'ont toutefois pas détaillé les conditions de cette remise en liberté. Des détails qui pourraient bien figurer

dans la décision écrite, document qui sera disponible dans la soirée. La chambre d'appel demande par ailleurs au greffe de prendre le relais et de préparer le départ des deux personnes acquittées. Laurent Gbagbo et Charles Blé Goudé ont quitté la prison en début de soirée pour être remis aux autorités néerlandaises en attendant les modalités de leur accueil dans un pays hôte. A noter que la chambre pourrait réaménager les conditions de cette remise en liberté tous les six mois. Où vont-ils aller ? On sait que la Belgique a déjà accepté d'accueillir Laurent Gbagbo, notamment pour des raisons familiales. En effet, sa seconde épouse et son fils résident sur le territoire belge. Quant à Charles Blé Goudé, l'incertitude régnait ces derniers jours, mais des demandes ont été faites auprès de plusieurs Etats européens.

Rfi

RDC:

Des décrets qui posent question

En République démocratique du Congo, plusieurs organisations et acteurs de la société civile dénoncent les nominations qui ont été faites et les décisions qui ont été prises à quelques jours de la fin du mandat de Joseph Kabila.

Certaines d'entre elles pourraient avoir été taillées sur mesure au profit des anciens membres du gouvernement et de l'entourage de Joseph Kabila. C'est le cas de deux décrets qui ont été signés en novembre 2018 et qui octroient au Premier ministre et autres membres du gouvernement de nombreux avantages.

Dans ce décret publié dans le Journal officiel le 15 décembre 2018, il est reconnu aux anciens Premiers ministres, à charge du Trésor public, une indemnité mensuelle estimée à 30% des émoluments du Premier ministre en fonction, une indemnité mensuelle de logement équivalant à 5 000 dollars américains et bien d'autres avantages. Hormis le Premier ministre, tous les autres membres du gouvernement sont couverts par un autre décret qui leur reconnaît notamment une in-

demnité mensuelle estimée à 30% des émoluments de ceux en fonction.

Les réactions ne se sont pas fait attendre

Ce décret étend ces avantages également aux personnalités exerçant les fonctions équivalentes au rang des membres du gouvernement, au cabinet du président de la République et au cabinet du Premier ministre. Les réactions ne se sont pas fait attendre dans la classe politique et parmi les acteurs de la société civile.

L'Association congolaise pour l'accès à la justice (Acaj), par exemple, estime que ces deux décrets doivent être annulés, parce qu'ils violeraient l'ordonnance loi qui prévoit que les membres du gouvernement n'aient droit qu'à une indemnité



de sortie équivalant à six mois de leurs rémunérations à la fin de leurs fonctions. L'organisation estime également que ces décrets posent un problème moral. Elle pense que ces avantages sont taillés sur mesure.

Une affaire qui embarrasse

Au niveau de la présidence de la République, l'affaire embarrasse. Certains collaborateurs de Félix Tshisekedi rapportent qu'une décision sera prise incessamment.

France24

INTERNATIONAL-OTAN

Les Etats-Unis confirment leur sortie du traité FNI sur les missiles nucléaires intermédiaires

Washington accuse Moscou de violer le traité signé en 1987 afin de réduire les risques d'un affrontement de grande ampleur. Les Etats-Unis cesseront de respecter, dès samedi 2 février, le Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire (FNI) signé en 1987 par Ronald Reagan et Mikhaïl Gorbatchev. L'administration Trump, soutenue par ses alliés de l'OTAN, avait confirmé cette décision lors d'une réunion

ministérielle de l'Alliance atlantique à Bruxelles, en décembre 2018. D'ultimes négociations entre les diplomates américains et russes, menées à Genève puis à Pékin, n'ont permis aucun progrès et, jeudi 31 janvier, Andrea Thompson, sous-secrétaire d'Etat au contrôle des armements, a confirmé la décision de Washington. Les Etats-Unis accusent la Russie de violer les dispositions d'un texte bilatéral visant à l'élimination de tous les

missiles de croisière et missiles balistiques lancés depuis le sol et ayant une portée se situant entre 500 et 5 500 km. Selon le Pentagone et l'OTAN, Moscou possède dans son arsenal le missile Novator 9M729 (ou SSC-8), qui serait en mesure de frapper des villes européennes. La Russie conteste, affirmant – sans en apporter la preuve – que la portée de cet armement est limitée à 480 km.

Le Monde

VENEZUELA

Juan Guaido appelle à des manifestations samedi, jour des 20 ans du chavisme au Venezuela

Les Vénézuéliens sont appelés à descendre dans la rue, samedi, jour anniversaire des 20 ans du chavisme. De nouvelles manifestations organisées à l'appel du président autoproclamé Juan Guaido pour réclamer "des élections libres".



Juan Guaido espère qu'elle sera "la plus grande marche du Venezuela et de l'histoire de notre continent". Le président du Parlement, "président en exercice" autoproclamé depuis le 23 janvier, a appelé les Vénézuéliens à des nouvelles manifestations, samedi 2 février, pour demander "des élections libres". "Nous devons tous descendre dans les rues au Venezuela et dans le monde entier avec un objectif clair : accompagner l'ultimatum qu'ont donné les membres de l'Union européenne (UE)", a-t-il déclaré. Juan Guaido avait appelé dimanche dernier ses concitoyens à descendre dans la rue samedi à l'occasion du jour anniversaire des 20 ans de la "révolution bolivarienne", du nom du héros de l'indépendance Simon Bolivar. Cet anniversaire marque l'investiture, le 2 février 1999, du président socialiste Hugo Chavez (1999-2013), aujourd'hui décédé et dont se réclame Nicolás Maduro.

Appel à de nouvelles élections

Washington, qui avait immédiatement reconnu avec plusieurs de ses alliés l'autorité de Juan Guaido, a appelé jeudi l'UE à faire de même alors que le Parlement européen a reconnu l'opposant comme président par intérim. Six pays de l'UE – Espagne, France, Allemagne, Royaume-Uni, Portugal et Pays-Bas – ont donné à Nicolás Maduro jusqu'à dimanche pour convoquer des élections, faute de quoi ils reconnaîtront Juan Guaido comme président. Globalement, les 28 membres de l'UE ont menacé le Venezuela "de nouvelles mesures" si une élection présidentielle n'était pas convoquée "dans les prochains jours". Soutenu par la Russie, la Chine, la Corée du Nord, la Turquie ou encore Cuba, Nicolás Maduro rejette l'ultimatum européen et accuse les Etats-Unis d'orchestrer un coup d'Etat.

Main tendue à Pékin et Moscou

Juan Guaido a tendu la main à la Chine et à la Russie jeudi. Dans un entretien à Reuters, le président du Parlement vénézuélien a affirmé qu'un changement de gouvernement au Venezuela serait profitable à Pékin et Moscou, les deux principaux créanciers de Caracas. "Ce qui convient le mieux à la Russie et la Chine, ce sont la stabilité du pays et un changement de gouvernement", a-t-il déclaré de son domicile de Caracas. "Maduro ne protège pas le Venezuela, il ne protège les investissements de personne, et il n'est pas une bonne affaire pour ces pays-là", a-t-il ajouté. Le Kremlin a dit n'avoir reçu aucun message. "Quand nous l'aurons reçu, nous l'étudierons", a déclaré Dmitri Peskov, porte-parole de la présidence russe, qui a rappelé que la Russie ne reconnaissait pas Guaido comme président. À Pékin, le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères a déclaré que la Chine maintenait "des contacts étroits avec toutes les parties par différents moyens". "Nous pensons que quelle que soit la manière dont la situation évoluera, la coopération entre la Chine et le Venezuela n'en souffrira pas", a déclaré Geng Shuang.

France24

BILAN SPORTIF DE MACKY SALL

Pas du tout reluisant !

La campagne démarre demain et c'est l'heure du bilan pour le Président sortant Macky Sall. Zoom sur le bilan sportif.

« Je vais faire passer le budget alloué au sport à 1% », avait laissé entendre le candidat Macky Sall entre les deux tours de la présidentielle. Entre temps, il est devenu Président de la République et beaucoup d'eau a coulé sous les ponts. Le sport sénégalais est toujours malade de son faible budget et peine aussi à voir ses infrastructures à voir le jour.

Un budget instable

Depuis 2012, le budget alloué ne cesse de fluctuer. Tantôt il est en hausse, tantôt en baisse. Jamais, les 1% promis n'ont été atteints. En 2012 pour son premier budget, Macky Sall a fait monter le budget de plus de deux milliards de Franc Cfa, (6,740 milliards F CFA en 2011 contre 8,809 milliards F CFA 2012). Le budget va continuer à hausser 10,065 milliards F CFA en 2013 et 10,179 milliards F CFA en 2014. Et puis la chute en 2015, le budget descend sous la barre des 6 milliards, avec 5,880 milliards F CFA. Un triste record depuis plus de dix ans ce budget n'a jamais été aussi bas. Une nouvelle hausse va être notée en 2016, mais n'atteint pas la barre des dix milliards F Cfa, car il s'élève à 9,917 milliards F

CFA. En 2017 et 2018, le budget va connaître, pour la première fois, une hausse vertigineuse pour atteindre la barre des plus quinze milliards 17,596 milliards, avant de connaître à nouveau une baisse en 2018 14,392 milliards F CFA et de remonter en 2019 avec 15,767 F CFA.

Un budget de haute compétition faible

Ce budget qui n'a jamais atteint la barre des 1%, impacte sur le budget alloué à la Direction des Hautes Compétitions qui lui reste aussi instable et varie selon les événements sportifs majeurs continentaux ou mondiaux touchant le football ou le basketball. Un arbitrage budgétaire qui profite au football et au basketball qui se taillent la part du lion au détriment des autres sports comme les arts martiaux. Dès lors, il n'est toujours pas étonnant d'entendre des sportifs sénégalais se plaindre de primes, de problèmes de logement ou de remboursements de billets de transports. Un cocktail de manquements et d'insuffisances qui gangrène le sport sénégalais.

Arena Tour et Arène nationale, les arbres qui cachent la forêt

Depuis Senghor avec le stade



de l'Amitié, qui a par la suite porté son nom, aucun autre stade de cette dimension n'a été construit par les différents régimes qui se sont succédés. Le manque de structures sportives de qualité fait que le Sénégal peine à organiser une Coupe d'Afrique des Nations (CAN) depuis celle de 1992, année de naissance de Sadio Mané qui a disputé deux CAN avec l'équipe nationale de foot du Sénégal. Et c'est pareil pour les autres sports, point d'infrastructures. Conscient du manquement, le Président Macky

Sall, via son programme le PSE, va amortir les effets avec la réhabilitation de certaines structures sportives. Mais les deux joyaux sportifs de ces dernières décennies l'Arène Tour et l'Arène nationale de lutte donnent un second souffle au sport sénégalais sur le plan infrastructurel. Stade au standing international avec plus 15.000 places et un parquet haut de gamme, à coût de 66 milliards de F CFA, l'Arène Tour donne une autre image du basket sénégalais qui peinait à organiser

des compétitions majeures de basket en Séniors. Idem pour la lutte qui squattait les stades et stadiums des autres sports. Avec une Arène nationale à hauteur de plus de 30 milliards et plus 25.000 places, le milieu de la lutte est bien servi après des années de plaintes et de doléances. Si la lutte et le basket sont gâtés d'autres sports peinent à avoir leurs propres infrastructures. Et ce, même si le Président a annoncé la construction d'un stade omnisport à Diamniadio.

Mame Cor Diouf

50 FCFA Seulement !

LE CUP !

NOUVEAU

+Sain +Pratique

SIAD Fabriqué par SIAD km 4,5 Bd du Centenaire de la Commune de Dakar 4180